

# *Colloque d'histoire socio-culturelle*

## *Symposium in Socio-cultural History*

### *L'histoire socio-culturelle : colloque exploratoire*

Les 25 et 26 septembre 1975, le département d'histoire de l'Université d'Ottawa tenait un colloque sur l'histoire socio-culturelle. Les organisateurs de ces discussions J.-G. Daigle et Susan Trofimenkoff ne manquèrent pas, dès le début de la séance d'ouverture, d'insister sur le caractère proprement exploratoire et audacieux de ce colloque. Avec raison d'ailleurs, puisque l'histoire socio-culturelle est encore peu développée ici comme ailleurs. L'historien qui désire se situer de plein pied dans ce domaine neuf, est nécessairement à la recherche de définitions, de méthodologies pour ne pas dire de sources qui permettraient de rejoindre, si cela est possible, le fait culturel à l'état pur. L'historien culturel ou l'historien social qui veut dégager la dimension culturelle des phénomènes sociaux, œuvre donc sur un terrain mouvant aux limites incertaines. C'est ce qui émerge des propos introductifs du professeur Mandrou. Il signale les obstacles qui, en Europe, ont dans le passé freiné les entreprises d'histoire socio-culturelle, note la lenteur des progrès et insiste sur les obscurités qui entourent encore le concept même d'une histoire socio-culturelle. À cet égard, l'évolution canadienne n'est pas différente de l'europpéenne.

S'il est un pays où les historiens ont souvent parlé de culture, c'est bien le Canada. Mais, pendant longtemps, ceux-ci ont plutôt assumé l'existence du phénomène culturel qu'exploré sa nature et sa signification. Dans leur langage tout idéologique, communauté culturelle équivalait à communauté nationale, de sorte que l'interrogation sur la culture était aussi pénible que l'interrogation sur la nation. « La science, dit Maurice Godelier, se perd quand l'idéologie commence et l'idéologie commence lorsqu'une société se prend comme référence absolue, centre de perspectives premières ou dernières. Or, prendre sa propre société pour centre de perspective est la démarche spontanée de toute conscience. La connaissance scientifique commence lorsque sont contestées et dépassées les affirmations sur la conscience spontanée<sup>1</sup>. » Le sociologue Léon Gérin, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, fait, en ce domaine du dépassement de la conscience spontanée, figure de précurseur. Ses travaux amorcent une série d'interrogations sur les agents de socialisation: la famille, la paroisse, la seigneurie. Il faut ensuite attendre le début de la seconde guerre mondiale pour que le problème soit reposé, cette fois, en fonction du concept de *Folk Society* de Redfield. Les écrits de Miner et de Hughes préparent l'effervescence des années 1950-60 pendant lesquelles sociologues et anthropologues canadiens-français s'intéressent à la fois à la société traditionnelle et, à travers le processus d'industrialisation, au changement social. Les études de Rioux, Falardeau, Du-

<sup>1</sup> *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, F. Maspero, 1974, II, 192.

mont, Tremblay, Martin, Garigue, Guindon et Rocher définissent alors une problématique qui appelle la constitution d'une histoire culturelle. Qu'eux-mêmes aient tenté avec des succès inégaux de tracer les jalons de cette histoire culturelle prouve l'existence d'un besoin intense. Il faut regretter que, par la suite, la plupart des sociologues en soient arrivés à s'intéresser davantage aux idéologies qu'aux rapports entre culture et société. M.-A. Tremblay est une des rares exceptions à la règle. Signalons ici l'étude récente de M. Verdon, *Anthropologie de la colonisation au Québec. Le dilemme d'un village du Lac St-Jean*.

Que ce soit dans la perspective d'une histoire culturelle ou dans celle d'une sociologie de la culture traditionnelle, la contribution des folkloristes est énorme. Bien avant 1950, Luc Lacoursière ne se contentait pas de dispenser son enseignement sur les traditions populaires mais, en plus d'engager un programme de publications, il entreprenait de capter systématiquement l'univers de la tradition orale telle qu'elle subsistait encore dans le Québec de l'époque. Cette documentation est d'une richesse exceptionnelle non seulement pour les sociologues, les anthropologues, les linguistes mais aussi pour les historiens. Que ceux-ci aient tendance à privilégier l'écrit: les archives des notaires, les archives judiciaires et les archives des paroisses, ne les empêchera pas de puiser aux sources de la tradition orale. Ces centres de documentation sur les traditions orales constituent donc un équipement indispensable pour toute histoire culturelle à écrire.

Il est certain que les freins dont parle le professeur Mandrou à propos de l'émergence d'une histoire socio-culturelle dans le contexte européen, ont joué plus longtemps au Canada et plus longtemps au Canada anglais qu'au Canada français. La force de la tradition positiviste et, plus récemment, un marxisme trop souvent soucieux de réduire le social aux moyens de production ont entravé la sensibilisation de l'historien au culturel. De plus une historiographie trop spontanément nationaliste ne pouvait qu'assumer le culturel et éviter ainsi le regard analytique. Le processus de sensibilisation de l'historien au culturel s'est opéré d'abord parmi les historiens qui avaient pris leur distance par rapport au nationalisme (c'est aussi le cas des sociologues) et s'inscrit dans la logique du développement progressif de l'historiographie autour du concept d'histoire globale. Une histoire sociale à vocation totale appelle de soi une attention à la dimension culturelle des phénomènes sociaux. Cette ambition ultime anime ou doit animer tous les genres de travaux, qu'il s'agisse d'histoire économique et démographique, qu'il s'agisse d'histoire religieuse, intellectuelle voire militaire ou politique. Il n'est pas besoin de scruter longuement les *Poll Books* pour comprendre que le facteur culturel doit aussi entrer dans l'explication du comportement politique des communautés rurales. Chez les historiens canadiens-français, l'influence de l'*École des Annales* a été déterminante dans la mise en place de cette histoire sociale à vocation totale, préoccupée par le problème des classes et devenue accueillante au culturel. La pratique de l'histoire globale, parce qu'elle implique le recours à des méthodologies plus diversifiées et plus complexes, entraîne un rapprochement avec les sciences sociales. Ces rapports sont appelés à s'intensifier puisque les historiens canadiens ont entrepris d'intégrer le politique dans cette histoire globale et qu'ils se pré-

occupent d'appliquer cette approche non seulement à l'Ancien Régime mais aussi aux exigences de la recherche sur notre société industrialisée. Il est certain que l'histoire culturelle pratiquée par R.-L. Séguin ne relève pas de cette problématique que ce soit au niveau des préoccupations ou au plan de l'approche et des méthodologies. Par contre le *Village immobile* de Gérard Bouchard, historien et sociologue, est certainement la contribution canadienne la plus systématique à l'histoire socio-culturelle. Elle témoigne, peut-on dire, de la sensibilisation progressive de l'historien à ces réalités. Chez les historiens anglophones, le livre de J.-A. Raftis sur le village médiéval, *Tenure and Mobility*, publié en 1964 appartient à la même catégorie.

Parmi les historiens anglophones, cette percée sur le culturel s'est amorcée sous l'influence des historiens américains par l'entremise du courant d'histoire intellectuelle qui, dans une certaine mesure, marque une rupture avec la tradition positiviste et narrative. Mais ce type d'histoire qui s'apparente à l'histoire des idéologies, aussi à l'honneur chez les sociologues et historiens francophones, n'a pas encore réussi à s'appuyer sur une connaissance suffisante des infrastructures et à tenir compte des problèmes de stratification sociale. Depuis une dizaine d'années, cette histoire intellectuelle évolue dans cette direction en même temps que s'opère une transformation assez radicale de l'historiographie anglophone. Pour autant qu'on puisse en juger dans ce contexte changeant, l'histoire sociale à visée culturelle semble plus qu'au Canada français marquée par les acquis des autres sciences sociales.

Ce colloque d'histoire socio-culturelle arrive donc au moment où les orientations prennent forme, où les historiens s'interrogent sur la place exacte du culturel dans la recherche historique, où ils soulèvent le problème des définitions et pensent aux méthodologies appropriées. Tout cet arrière-plan s'est exprimé au cours des deux jours de discussions.

Le premier jour, le problème de la culture a surtout été envisagé dans le cadre de la division de la société en classes. Cette approche avait pour mérite de faire une nette distinction entre les classes dominantes et les milieux populaires. Les exposés de J.-C. Dubé sur *Les bibliothèques privées des intendants* et de M<sup>me</sup> Treggiari sur *The Roman cultural elite of the Augustan period* décrivent l'équipement et le bagage intellectuels, disons culturels, de certaines élites appartenant à des sociétés différentes, éloignées les unes des autres dans le temps et dans l'espace. Cette prise de vue partielle se précise dans la communication de J.-G. Daigle, *Les élites de la culture dans une province française au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, et contribue elle aussi à orienter le débat vers une exploration des rapports entre la culture et la structure sociale. Dans quelle mesure, ces minorités ayant des rôles de direction ou assumant des fonctions d'élites ont-elles été les agents de diffusion d'une certaine culture à travers toute la société? Il est évident que, dans l'hypothèse où la culture se crée en haut et chemine par des voies tortueuses vers les couches populaires, le message des groupes dominants a besoin d'être traduit en cours de route. Qui sont en l'occurrence ces traducteurs ou quels sont les mécanismes de la traduction? On pourrait aussi croire que la culture se crée en bas et se définit en haut. La communication de Louis Rousseau qui porte sur l'évolution de la théologie québé-

coise depuis 1940, tente de montrer au contraire comment les théologiens ont en réalité été obligés de modifier leur message sous l'effet du changement social. Cette observation ne permet pas d'affirmer sans preuves supplémentaires que la culture naît en bas puis se propage vers les couches sociales supérieures, forçant même les théologiens à ré-orienter la nature de leur « discours ». Il est bien possible que ceux-ci dans le cas présent n'ont en fin de compte réagi qu'aux seuls mouvements de groupes limités dans la société, se recrutant pour une large part parmi les clercs et les classes dirigeantes laïques. Dans cette perspective, il faudrait aussi analyser de la même façon le « discours » des prédicateurs populaires, tels les Pères Lelièvre et Desmarais, et y rechercher l'écho des besoins de ceux à qui ils s'adressent.

Toute cette discussion sur les classes dirigeantes, foyer de création culturelle et centre de diffusion, débouche sur les cultures populaires. Là encore le problème est de taille et il ne semble pas avoir été résolu par la communication de S. Beckow, *Theories of Popular Culture*. Il l'est d'autant plus que le programme du colloque ne contenait aucun exposé sur les milieux ruraux. Cette lacune est importante puisque la communauté rurale trouve souvent sa cohésion autour de certaines institutions qui s'imposent à elle ou qu'elle transforme à son image, que ce soit la famille, le système agraire, la religion ou l'école. D'ailleurs l'existence d'une communauté rurale n'empêche pas la mise en place d'une stratification sociale et l'émergence de la seconde ne signifie pas nécessairement le désintégration de la première. Il est même possible que la communauté rurale lorsqu'elle est solidement édifiée à partir de la famille et ensuite de la religion, devienne un des principaux foyers de diffusion de la culture dans toute la société. En l'occurrence, la famille bourgeoise ne serait pas tellement différente de la famille paysanne. Dans ce contexte, l'influence des classes dominantes dépendrait de leur aptitude à s'appuyer sur la famille, principal élément constitutif de la communauté rurale. L'école, instrument de domination pour certaines élites, pourrait aussi être un lieu où se prolonge l'influence de la famille lorsque celle-ci est robuste et suffisamment attentive à l'enfant<sup>2</sup>. À ce niveau, le contraste entre la ville et la campagne n'est pas toujours aussi marqué qu'on le croit, d'autant plus qu'à certains moments de durée significative on assiste à l'exode des ruraux vers les villes.

Cette transition entre la ville et la campagne fut assurée par l'exposé de M. Lebel sur *Les bibliothèques des collectivités dans la ville de Québec aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles*. Ce texte, comme la communication de Dubé et le livre de J.-L. Roy sur *E.-R. Fabre, libraire et patriote canadien*, nous font voir le livre comme l'outil des classes dirigeantes. Aussi longtemps que la masse est illettrée et qu'un certain niveau d'instruction n'a pas été atteint, les milieux populaires ruraux et urbains ne consomment pas directement le livre. Les classes dirigeantes s'y alimentent mais n'absorbent pas tout indistinctement. Un filtrage s'opère de sorte que la transmission qui est faite sous forme de connaissances ou de message, n'est pas intégrale. Tout cela

<sup>2</sup> G. ROCHER et P. BÉLANGER, *École et société au Québec*, HMH, Montréal, 1970, 465 pp.

pose le problème des idéologies qui fut traité par S. Gagnon. Celui-ci non seulement remet en question un certain type d'histoire intellectuelle mais conteste le caractère trop souvent désincarné des études faites sur les idéologies. Il est impossible, selon lui, de restituer à l'idéologie sa fonction vitale si on l'isole des réalités socio-économiques. Ceci s'applique, à notre avis, aux idéologies particulières à certaines classes et aux idéologies ayant un caractère beaucoup plus compréhensif. Une idéologie qui n'exprimerait que la situation d'un groupe particulier, ses intérêts limités, ne saurait trouver d'écho dans les autres catégories sociales. Il ne fait pas de doute que l'idéologie est un instrument de sélection et de transmission des idées et de symboles. Mais, pour remplir adéquatement ce rôle, elle doit aussi intégrer des éléments de la culture, elle-même reliée aux infra-structures, les valoriser et, au besoin, faire sentir les solidarités menacées. Tout cela n'empêche pas les idéologies d'être d'abord des systèmes de rationalisation justifiant le pouvoir en faveur de certains groupes. Le développement de l'enseignement primaire pour tous, du secondaire et de l'universitaire, l'accès généralisé et facile au livre par les bibliothèques publiques, la multiplication des moyens d'information contribuent certes à informer mais ne signifient pas la mort des idéologies. Ainsi M. Piva, dans sa communication intitulée *Working-class Culture in Toronto at the beginning of the 20th Century* fait état des accusations des chefs ouvriers qui rendent la bourgeoisie responsable d'une utilisation de l'école pour asservir la classe ouvrière. Il est bien possible que les chefs ouvriers impliqués dans la lutte aient été eux-mêmes des bourgeois, que l'ouvrier moyen n'ait pas été vraiment conscient de cette fonction de l'école, agent de diffusion de l'idéologie bourgeoise. Il n'en reste pas moins que tout cela soulève le problème complexe de l'école en tant que moyen de transmission de la culture, qu'elle soit aristocratique, cléricale, bourgeoise ou paysanne. Mais quel est le contenu de cette culture ouvrière dont parle le professeur Piva? S'alimente-t-elle vraiment à une conscience de classe? Quelles sont les institutions qu'elle génère ou modèle à son image? Quel est son rayonnement? Ces problèmes abordés et, comme beaucoup d'autres, non résolus sont passionnants, d'autant plus que Toronto, à l'instar de Montréal, est un lieu où coexistent des groupes ethniques différents.

Complexe dans le cas des sociétés homogènes, la pratique de l'histoire socio-culturelle l'est bien davantage dans les sociétés où existe la diversité ethnique. Alors s'ajoutent les problèmes de domination militaire, politique et économique qui créent une variété de situations excluant l'application d'un modèle unique. Les équilibres acquis à un moment où l'autre peuvent être confirmés ou bouleversés par des changements internes ou par l'immigration. Le nivellement par l'assimilation ou par l'interpénétration des cultures est une des situations observées à maints endroits. Même la survivance des cultures, cas peut-être plus fréquent, ne se réalise pas sans une certaine adaptation qui comporte des emprunts et des échanges. Il y a aussi les cas de désintégration culturelle et d'acculturation. Il serait trop long de faire ressortir tous les problèmes que suggèrent les quatre communications présentées sur ce thème: C. Wells, *Roman Culture on the German Frontier*; D. Kitsikis, *Interpénétration de deux cultures à l'intérieur d'une même civilisation gréco-turque*; C. Jaenen, *Problems of Cultu-*

*ral Contact between French and Amerindians* ; J. Kloczowski, *Les mentalités religieuses en Pologne du 17e au 19e siècle*. Disons cependant que les méthodologies envisagées pour l'analyse des rapports entre cultures et entre civilisations ne semblent pas tellement différentes de celles utilisées pour la compréhension d'une société homogène. Mais c'est à propos de ce thème que la nécessité de l'histoire comparée et de la collaboration entre historiens de différents pays a davantage été mise en lumière par les participants au colloque. Le professeur Kloczowski a été celui qui a le plus insisté sur cette urgence. Pour sa part, le professeur André Vachet a rappelé à tous le besoin d'une collaboration entre historiens et sociologues.

Nous espérons avoir fait ressortir la signification de ce colloque tenu, nous le répétons, à un moment où tous éprouvent le besoin d'une certaine mise en ordre au plan des concepts et des méthodes. Afin de mieux illustrer la nature des débats, nous publions ici trois textes dont deux ont été présentés au colloque : celui des professeurs Mandrou et Gagnon et un texte de Gérard Bouchard qui se situe très bien au cœur de ces discussions.

Fernand OUELLET,  
*Université d'Ottawa.*

### ***L'histoire socio-culturelle : rétrospective européenne***

Parler de rétrospective en ce qui concerne l'histoire socio-culturelle est peut être légèrement humoristique, dans la mesure où celle-ci me paraît essentiellement à la recherche de son statut, dans l'actuelle crise de conscience des historiens contemporains qui se traduit par la multiplication des ouvrages méthodologiques, en langue française notamment<sup>1</sup>. Assurément dans la constellation qui constitue le champ de la recherche historique, la place de cette histoire sociale et culturelle demeure encore incertaine. Cependant elle existe incontestablement : la preuve en est fournie par l'existence de manuels à l'usage des étudiants, ce qui constitue certainement le critère le plus sûr, le plus plat aussi de la reconnaissance d'une discipline ; ainsi l'ouvrage que M. Crubellier a publié dans la collection U, (la plus solide des collections de manuels historiques pour l'enseignement supérieur) sous le titre *Histoire culturelle de la France contemporaine* illustre notre propos. Même si l'ouvrage est curieusement orienté et si la tentative semble sur quelques points prématurée, il n'en a pas moins le mérite d'exister et d'offrir aux étudiants et aux chercheurs un cadre de réflexion critique sur l'évolution culturelle de la France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Il n'en reste pas moins qu'au regard de l'histoire dite générale (ou politique) et de l'his-

<sup>1</sup> Signalons parmi les publications récentes : E. LeROY LADURIE, *Le Territoire de l'historien* (qui décrit surtout le champ exploré par son auteur) ; P. CHAUNU, *L'Histoire, Science sociale* (méditation d'un historien prolifique sur son œuvre) ; enfin Michel DE CERTEAU, *L'écriture de l'histoire* (recueil d'articles qui ne sont pas toujours transparents d'un historien — philosophe appartenant à la Compagnie de Jésus).